

Tout enrichissement se trouve ainsi freiné et bridé, puni et taxé. Les agriculteurs, les industriels et tous les gouvernements sont soumis au bon vouloir et aux conditions des banquiers. Mais que ferait un gouvernement créditaire? Selon la tactique monétaire du Crédit social, on commence par combler cette lacune, en établissant une comptabilité qui correspondra à la réalité canadienne. Si la capacité de production augmente, le compte du crédit national devrait l'indiquer, du côté de l'actif. De même, toute dépréciation, toute usure, toute perte, toute destruction doivent être inscrites du côté du passif.

La différence doit normalement se traduire par un enrichissement net, et à cet enrichissement, doit correspondre une émission d'argent qui permettra au pays d'en profiter.

Cela peut sembler être peu de choses. Mais si, en 1929, nous avions eu recours à une telle comptabilité pour mettre l'argent au pas des réalités, les gens n'auraient pas eu à crever de faim devant des montagnes de produits. Si en 1971 nous avions eu recours à une telle comptabilité, nous n'aurions pas environ un million de chômeurs reflétant la paralysie de la production au Canada, parce que l'argent manque, en dépit de l'abondance.

Qu'est-ce que l'honorable ministre des Finances se demande quand il prépare son budget? Qu'est-ce que le pays veut, qu'est-ce que le pays peut payer? Il commence d'abord par se poser la deuxième question, s'il veut équilibrer son budget. Sous un régime créditaire, qu'est-ce que le ministre des Finances se demanderait? Il se poserait les questions suivantes: Que veut le pays? Qu'est-ce que le Canada peut fournir, non pas en argent ou en taxe, mais en hommes, en main-d'œuvre, en ressources et en technique?

● (9.30 p.m.)

De qui, et de quel matériel le pays peut-il se passer dans la production de vivres et de vêtements, et pour construire des routes, des ponts et des hôpitaux?

Si le gouvernement décide de construire le pipe-line du Mackenzie, les travailleurs et entreprises occupés à cette production ne produiront ni vivres, ni vêtements. Il faudra que les autres le fassent à leur place, qu'ils produisent des vivres tant pour eux-mêmes que pour ceux qui seront employés à construire le pipe-line.

Le problème est de savoir si, sous un gouvernement créditaire, le pays est physiquement en mesure de construire le pipe-line sans nuire à la production des biens de consommation. L'argent n'a absolument rien à voir là-dedans, ni la volonté des banquiers. Sous un régime créditaire, il y aurait encore des problèmes physiques, mais pas des problèmes d'argent, car l'argent devrait refléter les réalités et être en rapport avec elles.

Le budget créditaire serait basé sur la hiérarchie des services publics exigés et possibles, et il ne serait pas question de taxes, car les dépenses des gouvernements n'ont rien à voir avec les taxes. Ensuite, il prévoirait les cas où il faudrait retirer les excédents d'argent, mais il n'imposerait pas de taxes simplement pour équilibrer son budget. Les taxes n'ont rien à voir avec les dépenses. Ce qui inspirerait le budget créditaire serait ce que la pays peut produire en services publics ou privés, sans se préoccuper du problème du financement, car la finance doit s'administrer au fur et à mesure des besoins, dans les limites des possibilités physiques du pays.

[M. Rondeau.]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert), appuyé par l'honorable député de Kamouraska (M. Dionne), a présenté la motion qui suit:

Que cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru bon d'appliquer les propositions monétaires du Crédit social.

Je les en félicite chaleureusement, puisqu'il est triste de constater que le gouvernement, non seulement ne fait rien de neuf, mais il ne fait que répéter les bêtises des gouvernements précédents. Voilà pourquoi nous lui proposons d'appliquer, ou d'étudier tout au moins honnêtement la position ouverte et honnête du Crédit social, mais peu s'en faut que cela tombe dans une terre aride, puisqu'à regarder les députés rire, on se demande si ce n'est pas la seule chose qu'ils peuvent faire.

Quoiqu'il en soit, il s'agit là d'une proposition positive, en ce sens que nous suggérons de nouveau au gouvernement d'étudier d'abord les propositions créditives, avant de les rejeter du revers de la main.

Le gouvernement libéral actuel croyait, au moment de la dernière élection, posséder des solutions appropriées aux différents problèmes qui confrontaient le Canada, mais ce ne sont pas les libéraux eux-mêmes qui disaient cela, mais la publicité, le pouvoir de l'argent.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement doit reconnaître aujourd'hui son échec à cet égard. Des gouvernements qui se sont succédé, rouges ou bleus, n'ont jamais voulu reconnaître que le problème de base dont découlaient tous les autres, directement ou indirectement, était le problème financier. Plutôt que de le reconnaître et de s'y attaquer, ils axent leur politique sur des problèmes secondaires qui, en réalité, prouvent qu'ils sont inconsients des véritables problèmes du peuple canadien, et qu'ils sont plus intéressés à protéger leur parti politique qu'à apporter véritablement des solutions nouvelles et efficaces. A preuve de cela, un bon rouge et un bon bleu, soit le ministre du Revenu national (M. Gray) et le député de Joliette (M. La Salle) s'invoquaient réciproquement.

Pour se rendre compte de l'inefficacité de l'administration, il suffit de penser aux innombrables Livres blancs et aux commissions royales d'enquêtes, qui coûtent des millions et qui ne donnent rien au peuple canadien. Voilà le genre de solutions qu'on nous présente. Nous, du Ralliement créditaire, nous sommes impatients de voir le gouvernement passer à l'action.

Les solutions proposées par les crédites ont toutes pour dénominateur commun l'équilibre économique, basé sur l'équilibre constant qui devrait exister entre les forces de la production, d'une part, et les forces de la consommation d'autre part. Le Crédit social, en proposant des mesures législatives concrètes et précises, vise à accélérer le processus économique entre ces deux grandes lignes de force, tout en permettant à la personne humaine de jouer pleinement son rôle de producteur et de consommateur, en toute liberté et en toute sécurité, assuré d'un revenu minimum garanti, comme l'a dit l'honorable député de Shefford (M. Rondeau) il y a un instant.

Pour y arriver, nous proposons, comme formule de base, un régime de monnaie et de crédit libéré de toutes dettes par la voie de propositions monétaires et fiscales réalisables, propres à favoriser l'équilibre de notre économie domestique et de notre commerce international.